

décrets et arrêtés

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES SPORTS

NOMINATIONS

Par décret n° 2002-1188 du 24 mai 2002.

Monsieur Abdelkarim Arfaoui, ingénieur des travaux, est chargé des fonctions de sous-directeur des équipements et des bâtiments à la direction de la planification et de l'équipement au ministère de la jeunesse, de l'enfance et des sports.

Par décret n° 2002-1189 du 23 mai 2002.

Monsieur Khemaies Fourati, administrateur conseiller, est chargé des fonctions de chef de service de l'entretien à la sous-direction du matériel à la direction des ressources humaines et du matériel au ministère de la jeunesse, de l'enfance et des sports.

Par décret n° 2002-1190 du 23 mai 2002.

Madame Nejma Khacharem née Saï, professeur, est chargée des fonctions de chef de service du suivi de la situation de l'enfance à la direction des droits et de la sauvegarde de l'enfance à la direction générale de l'enfance au ministère de la jeunesse, de l'enfance et des sports.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

NOMINATION

Par décret n° 2002-1191 du 23 mai 2002.

Monsieur Abdelhamid Erraï, ministre plénipotentiaire, est chargé des fonctions de directeur des relations avec l'organisation de l'unité africaine à la direction générale des affaires politiques, économiques et de coopération pour l'Afrique et l'organisation de l'unité africaine au ministère des affaires étrangères.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

NOMINATION

Par décret n° 2002-1192 du 21 mai 2002.

En application de la loi organique n° 2002-8 du 28 janvier 2002, Monsieur Boujemâa El Amri, conseiller au conseil municipal de la commune de Gabès, est nommé membre du conseil régional du gouvernorat de Gabès pour la liste du mouvement des démocrates socialistes.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

NOMINATIONS

Par décret n° 2002-1193 du 23 mai 2002.

Madame Amel Smaoui épouse Chemli, ingénieur en chef, est chargée des fonctions de directeur de l'informatique à la direction générale des services communs au ministère de l'enseignement supérieur.

Par décret n° 2002-1194 du 24 mai 2002.

Mademoiselle Sonia Bouselmi, administrateur conseiller, est chargée des fonctions de secrétaire d'université pour exercer les fonctions de chef de service du personnel enseignant et du personnel administratif, technique et ouvrier à la sous-direction des ressources humaines à la direction des services communs de l'université de Manouba.

Par décret n° 2002-1195 du 24 mai 2002.

Monsieur Mohamed Hédi Abbès, administrateur conseiller, est chargé des fonctions de secrétaire d'université pour exercer les fonctions de chef de service des affaires étudiantes à la sous-direction des affaires pédagogiques et de la vie universitaire à la direction des affaires académiques et du partenariat scientifique de l'université de Manouba.

Par décret n° 2002-1196 du 24 mai 2002.

Monsieur Walid Taboubi, administrateur conseiller, est chargé des fonctions de secrétaire d'université pour exercer les fonctions de chef de service des matériels, des équipements et d'entretien à la sous-direction des bâtiments et d'équipement à la direction des services communs de l'université de Manouba.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 2002-1197 du 21 mai 2002, fixant l'organigramme de l'office des céréales.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture,

Vu le décret-loi n° 62-10 du 3 avril 1962, portant création d'un office des céréales, ratifié par la loi n° 62-18 du 24 mai 1962, tel que modifié et complété par le décret-loi n° 70-7 du 26 septembre 1970 ratifié par la loi n° 70-47 du 20 novembre 1970, tel que modifié et complété par la loi n° 86-67 du 16 juillet 1986,

Vu la loi n° 89-9 du 1er février 1989, relative aux participations, entreprises et établissements publics, telle que modifiée et complétée par la loi n° 94-102 du 1er août 1994, la loi n° 96-74 du 29 juillet 1996, la loi n° 99-38 du 3 mai 1999 et la loi n° 2001-33 du 29 mars 2001,

Vu le décret n° 89-442 du 22 avril 1989, portant réglementation des marchés publics, tel que modifié et complété par le décret n° 90-557 du 30 mars 1990, le décret 94-1892 du 12 septembre 1994, le décret n° 96-1812 du 7 octobre 1996, le décret n° 97-551 du 31 mars 1997, le décret n° 98-517 du 11 mars 1998 et le décret n° 99-824 du 12 avril 1999,

Vu le décret n° 96-270 du 14 février 1996, fixant les attributions du ministère du développement économique, tel que modifié et complété par le décret n° 96-1225 du 1er juillet 1996,

Vu le décret n° 97-564 du 31 mars 1997, fixant la liste des établissements publics à caractère non administratif considérés comme entreprises publiques, tel que modifié et complété par le décret n° 98-752 du 30 mars 1998 et le décret n° 99-2378 du 27 octobre 1999,

Vu le décret n° 97-565 du 31 mars 1997, relatif aux modalités d'exercice de la tutelle des entreprises publiques, à l'approbation de leurs actes de gestion, à la représentation des participants publics dans leurs organes de gestion et de délibération et à la fixation des obligations mises à leur charge,

Vu le décret n° 98-1172 du 25 mai 1998, relatif à la désignation de l'autorité de tutelle sur les entreprises publiques,

Vu le décret n° 2000-2356 du 17 octobre 2000, portant approbation du statut particulier du personnel de l'office des céréales,

Vu le décret n° 2000-2578 du 11 novembre 2000, fixant l'organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement de l'office des céréales,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture,

Vu les délibérations du conseil d'administration relatives à l'organisation des structures de l'office des céréales,

Vu l'avis des ministres du développement économique et des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - L'organigramme de l'office des céréales est fixé conformément au schéma et à l'annexe joints au présent décret.

Art. 2. - La mise en application de l'organigramme s'effectue sur la base des fiches de fonctions décrivant avec précision les attributions de chaque poste d'emploi à l'office des céréales.

La nomination aux emplois fonctionnels qui y sont prévus intervient conformément aux dispositions de l'article 10 bis de la loi susvisée n° 89-9 du 1er février 1989.

Art. 3. - L'office des céréales est appelé à établir un système d'information ainsi qu'un manuel des procédures fixant les règles à suivre pour l'accomplissement de chaque tâche relevant de chaque structure de l'office et les relations

entre ces structures. Ledit système et le manuel seront actualisés chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Art. 4. - Les ministres de l'agriculture et du développement économique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 21 mai 2002.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2002-1198 du 21 mai 2002, portant changement de la vocation d'une parcelle de terre agricole et modification des limites des zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Sousse.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983, relative à la protection des terres agricoles, telle que modifiée et complétée par la loi n° 90-45 du 23 avril 1990 et par la loi n° 96-104 du 25 novembre 1996,

Vu le code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme promulgué par la loi n° 94-122 du 28 novembre 1994,

Vu le décret n° 84-386 du 7 avril 1984, portant composition et modalités de fonctionnement des commissions techniques consultatives régionales des terres agricoles, tel que modifié et complété par le décret n° 93-2600 du 20 décembre 1993, par le décret n° 98-2256 du 16 novembre 1998 et par le décret n° 2001-710 du 19 mars 2001,

Vu le décret n° 86-101 du 16 janvier 1986, fixant les zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Sousse,

Vu le décret n° 91-362 du 13 mars 1991, relatif aux études d'impact sur l'environnement,

Vu l'avis de la commission technique consultative régionale des terres agricoles du gouvernorat de Sousse, consigné dans le procès-verbal de sa réunion du 1er août 2001,

Vu l'avis du ministre de l'intérieur,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Est changée, la vocation de la parcelle de terre faisant partie du titre foncier n° 66811, classée dans les zones de sauvegarde, sise à la délégation de Sidi El Hani, d'une superficie de 30 ha, telle qu'elle est indiquée sur le plan annexé au présent décret, et ce, pour l'implantation d'une zone industrielle.

Sont modifiées, en conséquence et conformément au plan susvisé, les limites des zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Sousse, telles qu'elles sont fixées par le décret n° 86-101 du 16 janvier 1986.

Art. 2. - Les plans d'aménagement urbain doivent prendre en considération les dispositions prévues par le présent décret.